**VILLE DE VARENNES
SÉANCE ORDINAIRE**

**10 MARS 2025
20 H**

Séance ordinaire du conseil de la Ville de Varennes, tenue le lundi 10 mars 2025, à 20 h, à la Maison Saint-Louis située au 35, rue de la Fabrique, Varennes.

Sont présents : Mesdames et messieurs les conseillers Guillaume Fortier, Marc-André Savaria, Geneviève Labrecque, Carine Durocher, Natalie Parent, Gaétan Marcil et Brigitte Collin, formant quorum sous la présidence de monsieur le maire Martin Damphousse.

Absence motivée : Monsieur le conseiller Benoit Duval

Sont également présents : M. Joel Bélanger, *directeur général*
Mme Mylène Rioux, *directrice adjointe des Services juridiques et greffière*

Le maire Martin Damphousse confirme l'ajout du sujet ci-après à l'ordre du jour :

34. Projet de loi 93

Loi concernant notamment le transfert de propriété d'un immeuble Ville de Blainville

PREMIÈRE PÉRIODE DE QUESTIONS DES CONTRIBUABLES

(SUR LES POINTS À L'ORDRE DU JOUR SEULEMENT)

La parole est donnée aux citoyens et citoyennes qui s'interrogent ou qui souhaitent donner leurs commentaires :

- Demande de précision quant à la rue visée par le règlement 708-4 modifiant le règlement de lotissement numéro 708 afin de préciser les dispositions relatives à la longueur d'une rue en impasse;
- Demande de d'information quant au règlement 998 décrétant l'octroi d'un permis aux fins de permettre la construction de l'établissement de la garderie « Le P'tit Monde de Peggy » et la cession du lot 6 673 796 du cadastre officiel du Québec sur la rue Sainte-Anne.

Fin de la première période de questions.

DÉPÔTS

Dépôt – Mouvement de personnel

La greffière prend acte du dépôt du *Rapport de mouvement de personnel – Embauches du personnel* numéro MP-2025-03 préparé par le Service des ressources humaines en date du 4 mars 2025.

Dépôt – Rapport de reddition de comptes relativement aux projets d'habitations traités en vertu de l'article 93 de la Loi 31 modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation – Année 2024

La greffière prend acte du dépôt du rapport de reddition de comptes pour l'année civile 2024 produit par le directeur du Service de l'urbanisme et de l'environnement, en vertu l'article 93 de la *Loi 31 modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation*, dans lequel le projet autorisé

d'habitation y est décrit, soit le projet de construction de 80 unités d'habitation au 1717, route Marie-Victorin.

Dépôt – Rapport de la directrice du Service des finances et trésorière – Activité financière des partis politiques et candidats indépendants municipaux – Année 2024

La greffière prend acte du dépôt du rapport 2024 de la directrice du Service des finances et trésorière sur l'activité financière des partis politiques municipaux et des candidats indépendants ainsi que le contrôle des dépenses électorales, en vertu du chapitre XIII de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

Dépôt – Procès-verbal de correction – Octroi de contrat – Conduite intermunicipale d'aqueduc du boulevard Lionel-Boulet

La greffière dépose le procès-verbal de correction de la résolution 2025-029.

Dépôt – Certificat relatif au déroulement de la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter – P.P.C.M.O.I. n° 2024-087 – Permettre l'ajout d'usages de remplacement – 3697, chemin de la Baronnie

La greffière dépose le certificat relatif au déroulement de la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter – P.P.C.M.O.I. n° 2024-087 – Permettre l'ajout d'usages de remplacement – 3697, chemin de la Baronnie.

Dépôt – Certificat relatif au déroulement de la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter – Règlement 996 décrétant une mesure d'aide par le financement de travaux de mise aux normes d'installations septiques et décrétant à cette fin des dépenses et un emprunt n'excédant pas 21 800 \$ pour en acquitter le coût

La greffière dépose le certificat relatif au déroulement de la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter – Règlement 996 décrétant une mesure d'aide par le financement de travaux de mise aux normes d'installations septiques et décrétant à cette fin des dépenses et un emprunt n'excédant pas 21 800 \$ pour en acquitter le coût.

Dépôt – Certificat relatif au déroulement de la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter – Règlement 997 autorisant la Ville à acquérir certains immeubles et à engager certaines dépenses à des fins industrielles pour l'année 2025

La greffière dépose le certificat relatif au déroulement de la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter – Règlement 997 autorisant la Ville à acquérir certains immeubles et à engager certaines dépenses à des fins industrielles pour l'année 2025.

PROCÈS-VERBAUX ET COMPTES DU MOIS

2025-050 **Approbation du procès-verbal Séance ordinaire 3 février 2025**

IL est proposé par monsieur le conseiller Guillaume Fortier
APPUYÉ par madame la conseillère Brigitte Collin
ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

D'APPROUVER le procès-verbal de la séance ordinaire tenue le
3 février 2025, tel que présenté par la directrice adjointe des Services
juridiques et greffière.

ADOPTÉE.

2025-051 **Approbation des comptes – Février 2025**

IL est proposé par monsieur le conseiller Gaétan Marcil
APPUYÉ par madame la conseillère Natalie Parent
ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

D'APPROUVER la liste des comptes à payer, soit 4 953 446,74 \$ au fonds
d'administration, 3 573 157,41 \$ au fonds des dépenses en immobilisation,
pour un total de 8 526 604,15 \$, préparée et déposée par la directrice du
Service des finances et trésorière pour le mois de février 2025.

Certificat de la trésorière numéro 3995

ADOPTÉE.

2025-052 **Demande d'autorisation de transferts budgétaires pour 2024 et 2025**

CONSIDÉRANT que certains ajustements budgétaires s'avèrent nécessaires
en cours d'année;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère
Carine Durocher
APPUYÉ par monsieur le conseiller Marc-André Savaria
ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

D'ACCEPTER des transferts budgétaires de 640 \$ au fonds d'administration
et de 100 \$ en projets d'investissement pour l'année 2024, de 320 914 \$ au
fonds d'administration et de 1 597 467 \$ en projets d'investissements pour
l'année 2025, conformément aux documents déposés par la directrice du
Service des finances et trésorière en date du 4 mars 2025 et joints à la
présente.

ADOPTÉE.

RÈGLEMENTS

A-2025-07 **Avis de motion, présentation et dépôt du projet de règlement – Règlement 985-4 modifiant le règlement 985 relatif à la signalisation afin de modifier les annexes « H » et « T »**

Avis de motion est donné par madame la conseillère Brigitte Collin

Qu'à une séance subséquente de ce conseil tenue à un jour ultérieur, il sera présenté, en vue de son adoption, le règlement 985-4 modifiant le règlement 985 relatif à la signalisation afin de modifier les annexes « H » et « T ».

Ledit membre du conseil présente et dépose le projet de règlement visé.

A-2025-08 **Avis de motion – Règlement 708-4 modifiant le règlement de lotissement numéro 708 afin de préciser les dispositions relatives à la longueur d'une rue en impasse**

Avis de motion est donné par monsieur le conseiller Marc-André Savaria

Qu'à une séance subséquente de ce conseil tenue à un jour ultérieur, il sera présenté, en vue de son adoption, le règlement 708-4 modifiant le règlement de lotissement numéro 708 afin de préciser les dispositions relatives à la longueur d'une rue en impasse.

Ledit membre du conseil présente et dépose le projet de règlement visé.

2025-053 **Adoption d'un projet de règlement – Règlement 708-4 modifiant le règlement de lotissement numéro 708 afin de préciser les dispositions relatives à la longueur d'une rue en impasse**

IL est proposé par monsieur le conseiller Marc-André Savaria
APPUYÉ par madame la conseillère Geneviève Labrecque
ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

QUE le projet de règlement 708-4 modifiant le règlement de lotissement numéro 708 afin de préciser les dispositions relatives à la longueur d'une rue en impasse soit et est adopté.

ADOPTÉE.

2025-054 **Adoption – Règlement 631-55 modifiant le règlement 631 décrétant une tarification pour l'ensemble des services de la Ville afin d'apporter des modifications à l'annexe F**

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion a été donné et que le projet de règlement a été déposé lors de la séance ordinaire du 3 février 2025;

CONSIDÉRANT que tous les membres du conseil déclarent avoir reçu une copie du règlement dans les délais requis;

CONSIDÉRANT que des changements ont été apportés au projet de règlement et qu'ils ne sont pas de nature à changer l'objet du projet de règlement déposé;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère Carine Durocher
APPUYÉ par monsieur le conseiller Guillaume Fortier
ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

D'ADOPTER le règlement 631-55 modifiant le règlement 631 décrétant une tarification pour l'ensemble des services de la Ville afin d'apporter des modifications à l'annexe F.

ADOPTÉE.

2025-055 Adoption – Règlement 798-1 modifiant le règlement 798 visant le déneigement des aires de stationnement privées par des entrepreneurs sur le territoire de la Ville de Varennes afin de préciser la méthode de déneigement

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion a été donné et que le projet de règlement a été déposé lors de la séance ordinaire du 3 juillet 2024;

CONSIDÉRANT que tous les membres du conseil déclarent avoir reçu une copie du règlement dans les délais requis;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère Brigitte Collin
APPUYÉ par monsieur le conseiller Gaétan Marcil
ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

D'ADOPTER le règlement 798-1 modifiant le règlement 798 visant le déneigement des aires de stationnement privées par des entrepreneurs sur le territoire de la Ville de Varennes afin de préciser la méthode de déneigement.

ADOPTÉE.

2025-056 Adoption – Règlement 879-3 modifiant le règlement 879 relatif à la création d'une réserve financière pour le fonds vert municipal de modifier le type de dépenses pouvant être financées à même le fonds

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion a été donné et que le projet de règlement a été déposé lors de la séance ordinaire du 3 février 2025;

CONSIDÉRANT que tous les membres du conseil déclarent avoir reçu une copie du règlement dans les délais requis;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère Geneviève Labrecque
APPUYÉ par madame la conseillère Natalie Parent
ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

D'ADOPTER le règlement 879-3 modifiant le règlement 879 relatif à la création d'une réserve financière pour le fonds vert municipal afin de modifier le type de dépenses pouvant être financées à même le fonds.

ADOPTÉE.

2025-057

Adoption – Règlement 998 décrétant l’octroi d’un permis aux fins de permettre la construction de l’établissement de la garderie « Le P’tit Monde de Peggy » et la cession du lot 6 673 796 du cadastre officiel du Québec sur la rue Sainte-Anne

CONSIDÉRANT qu’un avis de motion a été donné et que le projet de règlement a été déposé lors de la séance ordinaire du 3 février 2025;

CONSIDÉRANT que tous les membres du conseil déclarent avoir reçu une copie du règlement dans les délais requis;

CONSIDÉRANT que des changements ont été apportés au projet de règlement et qu’ils ne sont pas de nature à changer l’objet du projet de règlement déposé;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère Carine Durocher
APPUYÉ par monsieur le conseiller Guillaume Fortier
ET résolu à l’unanimité des conseillers présents

D’ADOPTER le règlement 998 décrétant l’octroi d’un permis aux fins de permettre la construction de l’établissement de la garderie « Le P’tit Monde de Peggy » et la cession du lot 6 673 796 du cadastre officiel du Québec sur la rue Sainte-Anne.

ADOPTÉE.

2025-058

**Abrogation – Résolution 2025-039
Adoption finale – P.P.C.M.O.I. n° 2024-087
Permettre l’ajout d’usages de remplacement
3697, chemin de la Baronnie**

CONSIDÉRANT l’adoption finale du P.P.C.M.O.I. n° 2024-087 par la résolution 2025-039 adoptée lors de la séance ordinaire du 3 février 2025;

CONSIDÉRANT la procédure d’enregistrement des personnes habiles à voter qui s’est tenue le 11 février 2025 à laquelle un nombre suffisant de demandes a été obtenu des personnes habiles à voter pour la tenue d’un référendum;

CONSIDÉRANT le dépôt du certificat de la greffière relativement à la procédure d’enregistrement des personnes habiles à voter lors de la séance ordinaire du 10 mars 2025;

CONSIDÉRANT l’intention du conseil municipal d’appliquer l’article 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de retirer le P.P.C.M.O.I. n° 2024-087 de la procédure d’adoption et ainsi ne pas donner suite au projet;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère Natalie Parent
APPUYÉ par monsieur le conseiller Gaétan Marcil
ET résolu à l’unanimité des conseillers présents

D’AROGER la résolution 2025-039 intitulée « Adoption finale – P.P.C.M.O.I. n° 2024-087 – Permettre l’ajout d’usages de remplacement – 3697, chemin de la Baronnie » et ainsi ne pas donner suite au projet.

ADOPTÉE.

**2025-059 Abandon du projet – P.P.C.M.O.I. n° 2024-094
Permettre l'aménagement d'un troisième logement malgré la largeur du terrain et sans modification à l'aire de stationnement
2667-2669, rue Riendeau**

CONSIDÉRANT la demande de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (ci-après nommé « P.P.C.M.O.I. ») présentée par le requérant afin de permettre l'aménagement d'un troisième logement malgré la largeur du terrain et sans modification à l'aire de stationnement;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de la résolution CCU-2024-105 du 4 décembre 2024, le comité consultatif d'urbanisme recommande d'autoriser ladite demande de P.P.C.M.O.I. n° 2024-094;

CONSIDÉRANT le premier projet de résolution 2025-011 adopté lors de la séance ordinaire du 13 janvier 2025;

CONSIDÉRANT qu'une assemblée publique de consultation a été tenue le 27 janvier 2025;

CONSIDÉRANT le second projet de résolution 2025-037 adopté lors de la séance ordinaire du 3 février 2025;

CONSIDÉRANT qu'un avis public a été publié sur le site Internet de la Ville en date du 4 février 2025 invitant tout intéressé à transmettre, au plus tard le 12 février 2025 une demande afin que le projet soit soumis à l'approbation des personnes habiles à voter;

CONSIDÉRANT la réception d'une demande d'approbation référendaire dans les délais légaux requis pour la zone concernée H-465;

CONSIDÉRANT l'intention du conseil municipal d'appliquer l'article 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de retirer le P.P.C.M.O.I. n° 2024-094 de la procédure d'adoption et ainsi ne pas donner suite au projet;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par monsieur le conseiller Gaétan Marcil APPUYÉ par monsieur le conseiller Guillaume Fortier
ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

D'ABANDONNER le projet de P.P.C.M.O.I. n° 2024-094 visant à permettre l'aménagement d'un troisième logement malgré la largeur du terrain et sans modification à l'aire de stationnement situé au 2667-2669, rue Riendeau.

ADOPTÉE.

**2025-060 Certificat d'autorisation P.I.I.A. n° 2024-073
Permettre l'agrandissement d'un bâtiment principal résidentiel
2058, rue du Parc**

CONSIDÉRANT la demande reçue visant à permettre l'agrandissement d'un bâtiment principal résidentiel situé au 2058, rue du Parc, en ajoutant un étage sur l'implantation du bâtiment;

CONSIDÉRANT la résolution CCU-2025-010 du comité consultatif d'urbanisme datée du 5 février 2025 recommandant au conseil de refuser la demande, se basant sur l'article 82.4 du Règlement 848 relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par monsieur le conseiller Marc-André Savaria
APPUYÉ par madame la conseillère Carine Durocher
ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

DE REFUSER la demande de P.I.I.A. n° 2024-073 en vertu de l'article 82.4 du Règlement 848 relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale, et visant à permettre l'agrandissement d'un bâtiment principal résidentiel, situé au 2058, rue du Parc, dans la zone H-416, le tout, selon les plans déposés par le requérant et datés du 30 octobre 2024, version 3.

ADOPTÉE.

2025-061 **Certificat d'autorisation P.I.I.A. n° 2025-004**
Permettre la modification d'un bâtiment principal résidentiel
9-11, rue Saint-Joseph

CONSIDÉRANT la demande reçue afin de permettre la modification d'un bâtiment principal résidentiel situé au 9-11, rue Saint-Joseph, en ajoutant une lucarne sur le toit en façade;

CONSIDÉRANT la résolution CCU-2025-008 du comité consultatif d'urbanisme datée du 5 février 2025 recommandant au conseil d'autoriser la demande;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère Natalie Parent
APPUYÉ par monsieur le conseiller Marc-André Savaria
ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

D'AUTORISER la demande de P.I.I.A. n° 2025-004 afin de permettre la modification d'un bâtiment principal résidentiel, en ajoutant une lucarne sur le toit de la façade situé au 9-11, rue Saint-Joseph, dans la zone H-639, le tout, selon les plans déposés par les requérants datés du 19 janvier 2025, version 1.

ADOPTÉE.

2025-062 **Certificat d'autorisation P.I.I.A. n° 2025-006**
Permettre la modification d'une enseigne détachée
2060, route Marie-Victorin
Mariage Rive-Sud

CONSIDÉRANT la demande reçue afin de permettre la modification d'une enseigne détachée au 2060, route Marie-Victorin;

CONSIDÉRANT la résolution CCU-2025-009 du comité consultatif d'urbanisme datée du 5 février 2025 recommandant au conseil d'autoriser la demande;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère Carine Durocher
APPUYÉ par monsieur le conseiller Marc-André Savaria
ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

D'AUTORISER la demande de P.I.I.A. n° 2025-006 afin de permettre la modification d'une enseigne détachée au 2060, route Marie-Victorin, dans la zone C-602, le tout, selon la demande de certificat d'autorisation déposée par les requérants en date du 29 janvier 2025, version 1.

ADOPTÉE.

20 h 19 Madame la conseillère Natalie Parent déclare son intérêt pour le point suivant (intérêts pécuniaires avec le requérant de la demande) et se retire de la Maison Saint-Louis

Monsieur le maire invite toute personne qui le désire à s'adresser au conseil concernant la demande d'usages conditionnels ci-après;

- Un citoyen s'interroge sur le type d'antenne ainsi que la compagnie effectuant l'installation de celle-ci ;
- Un citoyen s'interroge sur le retrait d'un membre du conseil pour le point à adopter.

2025-063 Demande d'usage conditionnel n° 2024-080
Permettre l'installation d'une antenne de télécommunication
2260, chemin du Pays-Brûlé

CONSIDÉRANT la demande d'usage conditionnel présentée par le requérant afin de permettre l'installation d'une antenne de télécommunication composée d'une tour d'une hauteur de 20 mètres au 2260, chemin du Pays-Brûlé;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de la résolution CCU-2025-011 du 5 février 2025, le comité consultatif d'urbanisme recommande d'autoriser la demande;

CONSIDÉRANT qu'un avis public a été publié sur le site Internet de la Ville de Varennes et qu'une affiche a été placée sur les lieux en date du 19 février 2025 invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance relativement à ladite demande;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par monsieur le conseiller Guillaume Fortier
APPUYÉ par monsieur le conseiller Marc-André Savaria
ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

D'AUTORISER la demande d'usage conditionnel n° 2025-005 afin de permettre l'installation d'une antenne de télécommunication composée d'une tour d'une hauteur de 20 mètres située au 2260, chemin du Pays-Brûlé, dans la zone A-213, le tout, selon les plans déposés par le requérant datés du 24 janvier 2025, version 2.

ADOPTÉE.

20 h 22 Madame la conseillère Natalie Parent entre

MANDATS, APPELS D'OFFRES & SUBVENTIONS

20 h 22 Madame la conseillère Carine Durocher déclare son intérêt pour le point suivant (sœur du propriétaire) et se retire de la Maison Saint-Louis

2025-064 Subvention au Programme d'aide financière à la restauration
patrimoniale de la MRC de Marguerite-D'Youville
40, rue Massue

CONSIDÉRANT l'entente en restauration des immeubles patrimoniaux conclue entre le ministère de la Culture et des Communications et la MRC de Marguerite-D'Youville (ci-après nommée « MRC ») permettant à des propriétaires de bâtiments non résidentiels, de bénéficier d'une subvention afin de réaliser un carnet de santé de leur bâtiment;

CONSIDÉRANT la demande de subvention des propriétaires du 40, rue Massue à la MRC dans le cadre du Programme d'aide financière à la

restauration patrimoniale;

CONSIDÉRANT que la Ville ainsi que la MRC ont constaté que toutes les conditions requises au versement de la subvention étaient rencontrées;

CONSIDÉRANT la recommandation du directeur du Service de l'urbanisme et de l'environnement en date du 28 janvier 2025;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par monsieur le conseiller Gaétan Marcil APPUYÉ par madame la conseillère Natalie Parent ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

D'AUTORISER le versement d'une aide financière à la restauration patrimoniale de 27 973,42 \$ aux propriétaires du 40, rue Massue pour les travaux de remplacement du revêtement mural existant ainsi que le remplacement et la fabrication de 5 fenêtres en bois.

DE PARTAGER la dépense entre la Ville et la MRC selon les montants suivants :

- Un montant de 11 189,37 \$ sera financé par le fonds patrimonial de la Ville;
- Un montant de 16 784,05 \$ sera avancé par la Ville jusqu'au versement de la contribution du ministère de la Culture et des Communications, par la MRC, à la Ville.

Certificat de la trésorière numéro 3989

ADOPTÉE.

20 h 24 Madame la conseillère Carine Durocher entre

2025-065 Engagement de la Ville de Varennes pour l'installation de bornes de recharge sur le territoire

CONSIDÉRANT que la Ville de Varennes souhaite continuer à électrifier sa flotte de véhicules dans les prochaines années et inciter sa population à effectuer la transition électrique;

CONSIDÉRANT que la Ville désire améliorer l'offre de recharge de véhicules électriques au centre-ville, dans les quartiers densément peuplés ou à proximité de ses parcs;

CONSIDÉRANT l'engagement de la Ville dans son budget 2025 d'ajouter de nouvelles bornes de recharge sur le territoire;

CONSIDÉRANT la recommandation du chef de division – développement durable en date du 21 février 2025;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé monsieur le conseiller Gaétan Marcil APPUYÉ par madame la conseillère Natalie Parent ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

D'AUTORISER le directeur général, monsieur Joel Bélanger, à signer tous documents en lien avec une demande d'aide financière visant l'acquisition et l'installation de bornes de recharge.

ADOPTÉE.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

2025-066 Entente intermunicipale relative à l'établissement d'un partenariat avec l'université du Québec à Trois-Rivières pour les services d'un chercheur au postdoctorat afin de créer, à l'usage des municipalités, des outils basés sur les dispositions de la norme BNQ-21000, relative au développement durable
Autorisation de signature

CONSIDÉRANT que l'Université du Québec à Trois-Rivières (ci-après nommée l'« UQTR ») offre la possibilité à ses étudiants chercheurs au postdoctorat de mettre leur compétence au service des entreprises publiques et privées;

CONSIDÉRANT que l'UQTR fait affaire avec le programme de subvention MITACS, visant à financer le partenariat entre, les chercheurs, futurs talents et étudiants universitaires, ainsi que les entreprises afin de supporter celles-ci dans leurs projets de recherches et d'innovations;

CONSIDÉRANT que les villes de Candiac, Chibougamau, Contrecoeur, Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Lin-Laurentides, Sorel-Tracy, Thetford Mines, Vaudreuil-Dorion et Victoriaville souhaitent débiter un projet innovant visant la création d'outils, à l'usage des municipalités, basés sur les dispositions de la norme BNQ-21000, relatives au développement durable;

CONSIDÉRANT que les villes participantes souhaitent bénéficier de ce programme et conclure une entente avec l'UQTR à cet effet;

CONSIDÉRANT qu'afin de simplifier la gestion du projet avec l'UQTR, les villes participantes souhaitent identifier un représentant de la Ville de Contrecoeur pour piloter le projet, en leur nom;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère Carine Durocher

APPUYÉ par monsieur le conseiller Guillaume Fortier

ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

D'AUTORISER la signature d'une entente intermunicipale relative à l'établissement d'un partenariat avec l'UQTR pour les services d'un chercheur au postdoctorat afin de créer, à l'usage des municipalités, des outils basés sur les dispositions de la norme BNQ-21000, relative au développement durable avec villes de Candiac, Chibougamau, Contrecoeur, Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Lin-Laurentides, Sorel-Tracy, Thetford Mines, Vaudreuil-Dorion et Victoriaville, par monsieur le maire Martin Damphousse, ou en son absence, le maire suppléant, et la directrice adjointe des Services juridiques, pour et au nom de la Ville de Varennes;

DE DÉLÉGUER le représentant de la Ville de Contrecoeur, monsieur Nicklaus Davey, directeur général adjoint, afin d'effectuer la gestion du projet et le suivi du programme pour et au nom de la Ville.

ADOPTÉE.

2025-067 Entente mutuelle d'entraide en cas de mesures d'urgence – Centre de services scolaire des Patriotes
Autorisation de signature

CONSIDÉRANT que les villes et municipalités doivent prendre des mesures pour assurer la protection de la vie, de la santé et de l'intégrité des personnes et des biens lors de sinistres, conformément à la *Loi sur la sécurité civile* visant

à favoriser la résilience aux sinistres;

CONSIDÉRANT que la nouvelle entente prendra effet à compter de sa signature, pour une période de cinq ans et sera renouvelable à chacun de ses termes pour un terme additionnel de cinq ans;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère Brigitte Collin APPUYÉ par monsieur le conseiller Gaétan Marcil ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

D'AUTORISER la signature d'une entente mutuelle en cas de mesures d'urgence avec le Centre de services scolaire des Patriotes, par monsieur le maire Martin Damphousse, ou en son absence, le maire suppléant, et la chargée de projet à la direction générale et coordonnatrice adjointe de sécurité civile, pour et au nom de la Ville de Varennes.

ADOPTÉE.

2025-068

**Émission d'obligations de 10 477 000 \$ – 24 mars 2025
Concordance, de courte échéance et de prolongation**

CONSIDÉRANT que conformément aux règlements d'emprunts suivants et pour les montants indiqués en regard de chacun d'eux, la Ville de Varennes souhaite émettre une série d'obligations, soit une obligation par échéance, pour un montant total de 10 477 000 \$, qui sera réalisée le 24 mars 2025, réparti comme suit :

Règlements d'emprunts #	Pour un montant de \$
693	256 200 \$
694	104 400 \$
704	17 200 \$
712	102 800 \$
719	111 000 \$
746	1 160 500 \$
860	165 800 \$
878	2 366 500 \$
885	1 183 800 \$
894	727 900 \$
900	246 500 \$
901	552 400 \$
901	14 000 \$
921	398 700 \$
939	245 000 \$
963	372 300 \$
989	2 452 000 \$

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de modifier les règlements d'emprunts en conséquence;

CONSIDÉRANT que conformément au 1^{er} alinéa de l'article 2 de la *Loi sur les dettes et emprunts municipaux*, pour les fins de cette émission d'obligations et pour les règlements d'emprunts numéros 693, 746, 860, 878, 885, 894, 901, 921, 939 et 989, la Ville de Varennes souhaite émettre pour un terme plus court que celui originellement fixé à ces règlements;

CONSIDÉRANT que la Ville de Varennes aura le 23 mars 2025, un emprunt au montant de 7 009 000 \$, sur un emprunt original de 9 500 000 \$,

concernant le financement des règlements d'emprunts numéros 693, 694, 704, 712, 719, 746, 860, 878, 885, 894, 900 et 901;

CONSIDÉRANT qu'en date du 23 mars 2025, cet emprunt n'aura pas été renouvelé;

CONSIDÉRANT que l'émission d'obligations qui sera réalisée le 24 mars 2025 inclut les montants requis pour ce refinancement;

CONSIDÉRANT qu'en conséquence et conformément au 2^e alinéa de l'article 2 précité, il y a lieu de prolonger l'échéance des règlements d'emprunts numéros 693, 694, 704, 712, 719, 746, 860, 878, 885, 894, 900 et 901;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par monsieur le conseiller Guillaume Fortier

APPUYÉ par monsieur le conseiller Marc-André Savaria

ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

QUE les règlements d'emprunts indiqués au 1^{er} alinéa du préambule soient financés par obligations, conformément à ce qui suit :

1. les obligations, soit une obligation par échéance, seront datées du 24 mars 2025;
2. les intérêts seront payables semi annuellement, le 24 mars et le 24 septembre de chaque année;
3. les obligations ne seront pas rachetables par anticipation; toutefois, elles pourront être rachetées avec le consentement des détenteurs conformément à la *Loi sur les dettes et les emprunts municipaux*;
4. les obligations seront immatriculées au nom de Service de dépôt et de compensation CDS inc. (CDS) et seront déposées auprès de CDS;
5. CDS agira au nom de ses adhérents comme agent d'inscription en compte, agent détenteur de l'obligation, agent payeur et responsable des transactions à effectuer à l'égard de ses adhérents;
6. CDS procédera au transfert de fonds conformément aux exigences légales de l'obligation, à cet effet, le conseil autorise la directrice du Service des finances et trésorière à signer le document requis par le système bancaire canadien intitulé « Autorisation pour le plan de débits préautorisés destiné aux entreprises »;
7. CDS effectuera les paiements de capital et d'intérêts aux adhérents par des transferts électroniques de fonds et, à cette fin, CDS prélèvera directement les sommes requises dans le compte suivant :

BANQUE NATIONALE DU CANADA
SUCCURSALE 13261
2020, BOUL. RENE GAULTIER
VARENNES, QC
J3X 1N9

8. que les obligations soient signées par le maire et la directrice du Service des finances et trésorière. La Ville de Varennes, tel que permis par la Loi, a mandaté CDS afin d'agir en tant qu'agent financier authentificateur et les obligations entreront en vigueur uniquement lorsqu'elles auront été authentifiées;

QUE, en ce qui concerne les amortissements annuels de capital prévus pour

les années 2031 et suivantes, le terme prévu dans les règlements d'emprunts numéros 693, 746, 860, 878, 885, 894, 901, 921, 939 et 989 soit plus court que celui originellement fixé, c'est à dire pour un terme de cinq (5) ans (à compter du 24 mars 2025), au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements, chaque émission subséquente devant être pour le solde ou partie du solde dû sur l'emprunt;

QUE, compte tenu de l'emprunt par obligations du 24 mars 2025, le terme originel des règlements d'emprunts numéros 693, 694, 704, 712, 719, 746, 860, 878, 885, 894, 900 et 901, soit prolongé de 1 jour.

ADOPTÉE.

2025-069 Radiation de comptes à recevoir 2024 – Facturation diverse

CONSIDÉRANT la recommandation de la directrice du Service des finances et trésorière en date du 18 février 2025;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère Carine Durocher

APPUYÉ par madame la conseillère Geneviève Labrecque

ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

D'ACCEPTER la radiation des comptes à recevoir issus de la facturation diverse, aux livres comptables de la Ville de Varennes au 31 décembre 2024, telle liste est jointe en annexe des présentes.

Certificat de la trésorière numéro 3996

ADOPTÉE.

2025-070 Bilan des actions 2024 du plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2026

IL est proposé par madame la conseillère Brigitte Collin

APPUYÉ par madame la conseillère Natalie Parent

ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

D'ADOPTER le bilan des actions pour l'année 2024 du plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2026, joint aux présentes.

ADOPTÉE.

**2025-071 Mise à jour de la liste des organismes reconnus
Adoption**

CONSIDÉRANT la recommandation de la directrice des Services récréatifs et communautaires en date du 14 janvier 2025;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère Geneviève Labrecque

APPUYÉ par madame la conseillère Natalie Parent

ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

D'ADOPTER la liste des organismes reconnus et leur classification, mise à jour en date du 10 mars 2025.

ADOPTÉE.

2025-072 Politique de reconnaissance

Festival de Bières de Varennes

CONSIDÉRANT la résolution 2024-053, adoptée lors de la séance ordinaire du 5 février 2024, par laquelle le conseil adoptait la mise à jour des politiques de la Ville à l'égard des organismes de milieu et la liste des organismes reconnus et leur classification;

CONSIDÉRANT que Festival de Bières de Varennes est un organisme nouvellement constitué et reconnu par la Ville;

CONSIDÉRANT que Festival de Bières de Varennes correspond à la catégorie « Collaborateur local » selon l'article 4 des politiques de la Ville de Varennes à l'égard des organismes du milieu et de la liste des organismes reconnus;

CONSIDÉRANT l'entente de service à intervenir entre la Ville et Festival de Bières de Varennes pour la coordination du premier festival agrotouristique sur le territoire de la Ville;

CONSIDÉRANT la recommandation de la directrice adjointe du Service arts, culture et bibliothèque en date du 12 février 2025;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère Geneviève Labrecque
APPUYÉ par madame la conseillère Brigitte Collin
ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

DE RECONNAÎTRE l'organisme Festival de Bières de Varennes à titre de collaborateur local selon la politique de reconnaissance et de soutien des organismes de la Ville de Varennes;

DE MANDATER Festival de Bières de Varennes pour la coordination du premier festival agrotouristique de Varennes selon les conditions de l'entente de service.

ADOPTÉE.

2025-073

Politique de reconnaissance des employés Adoption

CONSIDÉRANT que la Ville de Varennes souhaite bonifier sa politique de reconnaissance et s'assurer d'une équité entre ses différents services;

CONSIDÉRANT que cette politique a pour objectif de reconnaître et de mettre en valeur le travail accompli par l'ensemble des employés;

CONSIDÉRANT la recommandation de la directrice du Service des ressources humaines en date du 12 février 2025;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère Natalie Parent
APPUYÉ par madame la conseillère Carine Durocher
ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

D'ADOPTER la nouvelle Politique de reconnaissance des employés, telle qu'annexée à la présente;

DE DIFFUSER la Politique sur les différents médias de la Ville.

ADOPTÉE.

2025-074

Politique de prévention de harcèlement psychologique ou sexuel et

violence en milieu de travail
Adoption

CONSIDÉRANT que tous les membres du personnel de la Ville de Varennes ont le droit d'être traités avec intégrité, respect et dignité dans leur milieu de travail;

CONSIDÉRANT l'engagement de la Ville à offrir un environnement de travail sain, sécuritaire et exempt de harcèlement ou toutes situations jugées inacceptables;

CONSIDÉRANT la recommandation de la directrice du Service des ressources humaines en date du 17 février 2025;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère Carine Durocher
APPUYÉ par monsieur le conseiller Gaétan Marcil
ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

D'ADOPTER la nouvelle Politique de prévention de harcèlement psychologique ou sexuel et violence en milieu de travail, telle qu'annexée à la présente;

DE DIFFUSER la Politique sur les différents médias de la Ville.

ADOPTÉE.

2025-075 **Politique en matière de violence conjugale et familiale**
Adoption

CONSIDÉRANT l'engagement de la Ville à mettre en œuvre des mesures raisonnables pour informer, mobiliser, sensibiliser et former l'ensemble du personnel à ce qu'est la violence conjugale et familiale, instaurer des pratiques et des initiatives de préventions afin de répondre au besoin de soutien et de consultation et à préserver l'intégrité physique et psychologique de tous en milieu de travail;

CONSIDÉRANT la recommandation de la directrice du Service des ressources humaines en date du 17 février 2025;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par monsieur le conseiller Marc-André Savaria
APPUYÉ par monsieur le conseiller Guillaume Fortier
ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

D'ADOPTER la nouvelle Politique en matière de violence conjugale et familiale, telle qu'annexée à la présente;

DE DIFFUSER la Politique sur les différents médias de la Ville.

ADOPTÉE.

2025-076 **Journée nationale de la promotion de la santé mentale positive –**
Mouvement Santé mentale Québec

CONSIDÉRANT que le 31 mars 2022, les élu(es) de l'Assemblée nationale se sont prononcés à l'unanimité en faveur de la reconnaissance du 13 mars comme Journée nationale de la promotion de la santé mentale positive;

CONSIDÉRANT que le Mouvement Santé mentale Québec et ses organisations membres lancent en cette journée leur campagne annuelle de promotion de la santé mentale sous le thème « Se ressourcer c'est trouver sa zone de recharge »;

CONSIDÉRANT que dans le cadre de cette Campagne, de nombreux outils favorisant le renforcement de la santé mentale de la population sont offerts tout au long de l'année;

CONSIDÉRANT que la promotion de la santé mentale positive vise à accroître et à maintenir le bien-être individuel et collectif de la population et à favoriser la résilience;

CONSIDÉRANT qu'il a été démontré que les municipalités jouent un rôle de premier plan pour favoriser la santé mentale positive de leurs concitoyennes et concitoyens;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère Brigitte Collin
APPUYÉ par madame la conseillère Natalie Parent
ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

DE PROCLAMER le 13 mars comme la Journée nationale de la promotion de la santé mentale positive;

D'INVITER les citoyennes et citoyens ainsi que toutes les organisations et institutions de la ville à faire connaître les outils de la campagne annuelle de promotion de la santé mentale sous le thème « Se ressourcer c'est trouver sa zone de recharge ».

ADOPTÉE.

2025-077 Nomination d'une mairesse suppléante pour le mois de juin 2025

IL est proposé par madame la conseillère Natalie Parent
APPUYÉ par madame la conseillère Geneviève Labrecque
ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

QUE madame la conseillère Brigitte Collin soit nommée mairesse suppléante lors de la séance ordinaire du 2 juin 2025, tel que le prévoit la *Loi sur les cités et villes*.

ADOPTÉE.

2025-078 Mandat pour l'application des règlements RM-VAR-204 concernant la circulation, 529 concernant les nuisances, 798 sur le déneigement des aires de stationnement privées et 985 relatif à la signalisation Patrouilleurs neige

CONSIDÉRANT la résolution 2024-310 adoptée lors de la séance ordinaire du 4 novembre 2024, mandatant messieurs Richard Downey et Samuel Fournier pour l'application du règlement RM VAR 205 sur le stationnement de nuit en période hivernale et les autorisant à émettre des constats d'infractions en vertu dudit règlement;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par monsieur le conseiller Gaétan Marcil

APPUYÉ par madame la conseillère Carine Durocher
ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

DE MANDATER messieurs Richard Downey et Samuel Fournier pour l'application des règlements RM-VAR-204 concernant la circulation, 529 concernant les nuisances, 798 sur le déneigement des aires de stationnement privées et 985 relatif à la signalisation;

D'AUTORISER messieurs Richard Downey et Samuel Fournier à émettre des constats d'infractions en vertu des règlements cités au premier paragraphe.

ADOPTÉE.

2025-079 Mesure disciplinaire – Rapport SRH-2025-YE01

CONSIDÉRANT la recommandation formulée par la directrice du Service des ressources humaines;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par monsieur le conseiller Gaétan Marcil
APPUYÉ par monsieur le conseiller Marc-André Savaria
ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

D'IMPOSER 1 jour ouvrable de suspension sans solde à l'employé concerné.

ADOPTÉE.

**2025-080 Calendrier des activités des membres du conseil – Mars 2025
Autorisation de dépenses**

IL est proposé par monsieur le conseiller Guillaume Fortier
APPUYÉ par madame la conseillère Geneviève Labrecque
ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

D'AUTORISER les dépenses reliées à la présence des élus aux différentes activités, répertoriées au calendrier pour le mois de mars 2025, tel qu'annexé à la présente.

ADOPTÉE.

**2025-081 Projet de loi 93
Loi concernant notamment le transfert de propriété d'un immeuble Ville de Blainville**

CONSIDÉRANT le projet de loi n° 93, Loi concernant notamment le transfert de propriété d'un immeuble de la Ville de Blainville, a été présenté à l'Assemblée nationale du Québec le 27 février dernier par la ministre des Ressources naturelles et des Forêts, Mme Maité Blanchette Vézina;

CONSIDÉRANT que le projet de loi a pour objectif de forcer le transfert à l'État d'un terrain appartenant à la Ville de Blainville afin de permettre un projet d'aménagement et d'exploitation d'une sixième cellule d'enfouissement de matières dangereuses par l'entreprise Stablex;

CONSIDÉRANT que le 22 septembre 2023, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) a considéré le projet comme étant prématuré et recommande au ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les

changements climatiques, de la Faune et des Parcs, M. Benoît Charrette, de ne pas l'autoriser en l'absence d'un portrait complet sur les matières dangereuses résiduelles au Québec;

CONSIDÉRANT que la Ville de Blainville, la MRC de Thérèse-De Blainville, la CMM, l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités s'opposent fermement à la réalisation du projet sur le terrain visé par le projet de loi;

CONSIDÉRANT que le projet de loi prévoit qu'aucune norme édictée par la Ville de Blainville, par la MRC de Thérèse-De Blainville ou par la CMM en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'utilisation du sol ou de construction ne sera applicable à Stablex pour son projet et pour toute autre intervention accessoire nécessaire à ce projet;

CONSIDÉRANT que le projet de loi constitue une atteinte sérieuse à l'autonomie municipale en matière d'aménagement du territoire et que son adoption constituerait un dangereux précédent;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère Natalie Parent
APPUYÉ par madame la conseillère Geneviève Labrecque
ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

D'APPUYER la Ville de Blainville dans ce dossier;

D'EXPRIMER un désaccord en regard du projet de loi n° 93, Loi concernant notamment le transfert de propriété d'un immeuble de la Ville de Blainville;

DE RÉITÉRER que les municipalités sont des gouvernements de proximité et de demander au gouvernement du Québec de respecter leurs compétences en aménagement du territoire;

DE DEMANDER au gouvernement du Québec de confier au BAPE un mandat d'enquête et d'audience publique portant sur l'état des lieux concernant la gestion des matières dangereuses résiduelles.

ADOPTÉE.

DEUXIÈME PÉRIODE DE QUESTIONS DES CONTRIBUABLES

La parole est donnée aux citoyens et citoyennes qui s'interrogent ou qui donnent leurs commentaires sur les sujets suivants :

- Demande de clarification quant aux différents dossiers de la Ville faisant l'objet de registres;
- Demande d'information concernant la possibilité pour la Ville d'acquérir une résidence visée par le troisième tracé dans le dossier de voies de contournement du transport lourd;
- Demande d'information quant à l'impact du projet de la construction du port de Contrecœur sur le territoire de la Ville de Varennes;
- Demande de précision quant aux personnes habiles à voter des zones concernées et contiguës visées par le P.P.C.M.O.I. n° 2024-087 au 3697, chemin de la Baronnie;
- Demande de suivi quant aux solutions possibles pour la fourniture d'eau potable en milieu rural;
- Demande d'information relativement au projet d'agrandissement du Collège Saint-Paul;

- Demande de précision quant au remboursement des coûts pour la réalisation du tracé 3 dans le dossier de voies de contournement du transport lourd;
- Demande d'information quant à l'utilisation de fonds provenant de redevances de carrières et sablières pour rembourser les coûts du tracé 3 dans le dossier de voies de contournement du transport lourd.

Fin de la 2^e période de questions des contribuables.

PAROLE AUX CONSEILLERS

L'ordre du jour étant épuisé, monsieur le maire lève l'assemblée à 21 h 30.

Le maire,

*La directrice adjointe des Services
juridiques et greffière,*

Martin Damphousse

Mylène Rioux, OMA